ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 28 février 1978, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, faite à Strasbourg le 27 janvier 1977", a donné le 10 avril 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e februari 1978 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, opgemaakt te Straatsburg op 27 januari 1977", heeft de 10e april 1978 het volgend advies gegeven :

La Constitution assure une large protection aux étrangers, en disposant, en son article 128, que "tout étranger, qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi". Mais à la différence d'autres constitutions, elle ne comprend aucun texte accordant sous une forme quelconque, un "droit d'asile" à certaines catégories de personnes.

C'est le législateur qui a prévu un tel droit dans certaines hypothèses, sous les formes et dans les limites qu'il a fixées.

Le législateur l'a fait, en premier lieu, par certaines dispositions qu'il a arrêtées en matière d'extradition. Celles-ci énumèrent les infractions qui peuvent donner lieu à extradition par le Gouvernement belge. Au surplus, elles interdisent cette mesure pour les délits politiques. La loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions porte, en son article 6, qu' "Il sera expressément stipulé dans ces traités (les traités d'extradition) que l'étranger ne pourra être poursuivi et puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente loi; sinon, toute extradition, toute arrestation provisoire sont interdites". La loi du 15 mars 1874 qui a réglé à nouveau la matière de l'extradition, a expressément maintenu en vigueur l'article 6 de la loi précitée.

.../...

La Constitution elle-même se réfère à la notion de "délits politiques", notamment en son article 98, pour réserver à la Cour d'assises, la connaissance de tels délits. Mais ni le Constituant ni le législateur n'ont défini ladite notion. Au surplus, les mots "délits politiques" "n'ont pas nécessairement un sens identique" dans l'article 98 de la Constitution et dans l'article 6 de la loi du 1er octobre 1833 : c'est ce qu'observe le Procureur général HAYOIT de TERMICOURT dans ses conclusions précédant l'arrêt de la Cour de cassation du 21 avril 1947 (Pas. 1947, I, 168).

N'étant pas lié par des dispositions constitutionnelles en matière d'extradition, le législateur est intervenu à plusieurs reprises pour décider que, pour l'application de l'article 6 de la loi du 1er octobre 1833, certaines infractions déterminées ne seraient pas considérées comme des délits politiques. C'est, à cet effet, qu'ont été adoptées les lois du 22 mars 1856, du 8 juillet 1946, du 26 juin 1951 et du 3 septembre 1952. L'exposé des motifs énumère ces lois, en indiquant la portée de chacune d'elles. On peut ajouter qu'aux termes de l'article 3 du traité d'extradition qui a été conclu entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et qui, a été approuvé, en Belgique, par la loi du 1er juin 1964, la désertion n'est pas considérée comme une infraction politique.

Le législateur a, en second lieu, accordé un droit d'asile, sous une autre forme, en donnant son assentiment : a) à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, laquelle a été approuvée par la loi du 26 juin 1953; b) à la Convention relative aux apatrides, signée à New-York le 28 septembre 1954, laquelle a été approuvée par la loi du 12 mai 1960. Le législateur a veillé à mettre les dis-

.../...

positions de droit interne en concordance avec les engagements internationaux de la Belgique, notamment en modifiant, par la loi du 30 avril 1964, plusieurs articles de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.

Un Protocole, fait à New-York le 31 janvier 1967, a étendu le champ d'application du statut des réfugiés qui avait été établi par la Convention de Genève mentionnée plus haut. Ce protocole a été approuvé par la loi du 27 février 1969.

En approuvant les trois conventions citées qui organisent le statut des réfugiés et le statut des apatrides, le législateur a garanti à ces deux catégories particulières d'étrangers, un droit d'asile qui, sur plusieurs points, a manifestement un caractère très différent du droit d'asile accordé par les dispositions sur l'extradition.

La nature, les conditions et les limites du droit d'asile en Belgique ont fait l'objet de plusieurs études doctrinales, notamment en ce qui concerne la seconde forme de ce droit indiquée ci-dessus (voir par exemple : P. MERTENS "Le droit d'asile en Belgique à l'heure de la révision constitutionnelle", Revue belge de droit international, 1966, pp. 218-247; B. VAN DORPE et P. VAN DEN HOVE, Asielrecht, dans Het juridisch statuut van de vreemdeling in België, pp. 129-158, Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit der Rechtsgeleerdheid, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1969; M. VERWILGHEN "La police des étrangers : accès, séjour, établissement : Droit commun et traités bilatéraux" dans Annales de Droit, numéro spécial sur "La condition des étrangers", 1970, pp. 321-426, passim : P. MERTENS "Du refuge et de ses aléas" et R. LALLEMAND "L'extradition", Revue de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1972, respectivement pp.

55-67 et 69-80; M. DE KOCK "Le droit d'asile en droit positif belge", Revue des droits de l'homme - Human rights journal, 1974, pp. 145-174).

Aucun article de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ne vise expressément l'extradition.

L'article 33 règle les matières de l'"expulsion" et du "refoulement". En son alinéa 1er, il porte qu' "Aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques".

A cette interdiction, l'alinéa 2 apporte l'importante restriction suivante :

"2. Le bénéfice de la présente disposition ne pourra toutefois être invoqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays".

L'article 33, alinéa 1er, a parfois été interprété comme interdisant non seulement d'expulser ou de refouler l'étranger reconnu comme réfugié, vers le territoire d'un Etat où il craint avec raison d'être persécuté pour une des causes énumérées par la Convention, mais aussi de livrer au Gouvernement de semblable Etat, par une mesure d'extradition, l'étranger ayant cette qualité de réfugié (R.

.../...

LALLEMAND, art. cité, p. 76, note 2; M. DE KOCK, art. cité, p. 169). Dans un arrêt du 31 août 1962, la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles se fondant sur la seule circonstance que l'étranger dont l'extradition était demandée en raison d'un délit de droit commun avait été reconnu comme réfugié, a décidé que l'article 33, alinéa 1er de la Convention de Genève s'opposait à la remise de l'intéressé aux autorités espagnoles. En conséquence, la Cour d'appel de Bruxelles a décidé qu'il n'y avait pas lieu de rendre exécutoires le mandat d'arrêt décerné par un juge d'instruction espagnol, ni la sentence qui avait ordonné l'arrestation provisoire de l'appelant (J.T. 1962, p. 498).

La solution adoptée le 31 août 1962 par la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles a été critiquée par M. le Conseiller à la Cour de cassation P.E. TROUSSE et M. le Substitut de l'Auditeur général près la Cour militaire J. VAN HALEWIJN (Uitlevering en internationale rechtshulp in strafzaken, n°s 200-201, Algemene practische rechtsverzameling, Bruxelles, Larcier, 1970). Selon ces auteurs, l'article 33, alinéa 1er de la Convention, interdit exclusivement l'expulsion ou le refoulement du réfugié vers le territoire d'un Etat où soit la vie soit la liberté de l'intéressé serait menacée pour une des causes énumérées dans la disposition. En revanche, celle-ci n'interdit pas la livraison d'un réfugié, par mesure d'extradition, aux autorités d'un tel Etat; en effet, en raison du principe de la spécialité de l'extradition, ces dernières autorités ne pourraient pas poursuivre pour un délit politique commis avant l'extradition, celui qui fait l'objet de cette mesure.

.../...

En ce qui concerne la question ici examinée, le présent projet de loi apporte évidemment un élément nouveau important puisqu'il tend à obtenir l'assentiment des Chambres législatives à une convention qui a précisément pour objet de prévoir que pour les besoins de l'extradition entre Etats contractants, aucune des infractions énumérées ne sera considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques (articles 1er et 2).

Même si on interprète l'article 33, alinéa 1er, de la Convention de Genève dans un sens large comme la Cour d'appel de Bruxelles l'a fait dans son arrêt du 31 août 1962, on doit admettre que les dispositions nouvelles que le projet tend à introduire dans le droit belge se concilient avec ledit article 33, alinéa 1er. En effet, l'article 5 de la Convention européenne faisant l'objet du projet énonce expressément qu' "aucune disposition (de celle-ci) ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extrader si l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction visée à l'article 1er ou 2, a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons". Cette disposition aura donc pour effet de maintenir à l'Etat belge, son droit de refuser l'extradition des réfugiés politiques dans tous les cas visés par l'article 33, alinéa 1er de la Convention de Genève.

.../...

L'objet de l'article 5 de la Convention européenne est analysé dans l'exposé des motifs du projet ainsi que dans le rapport explicatif que le Gouvernement y a joint. Ce rapport déclare, au n° 49, que "L'article 5 vise notamment à sauvegarder le droit traditionnel d'asile".

*

* *

La Convention européenne pour la répression du terrorisme a suscité des controverses (voir, par exemple, B. DE SCHUTTER "La Convention européenne pour la répression du terrorisme. Un (faux) pas en avant ?"; J.J.A. SALMON "La Convention européenne pour la répression du terrorisme. Un vrai pas en arrière"; A. MELCHIOR "L'infraction politique en droit aérien. Des conventions de droit pénal aérien à la convention européenne pour la répression du terrorisme" : J.T. 1977, respectivement pp. 217-221, 497-502, 721-729).

L'exposé des motifs et le rapport explicatif qui lui est annexé indiquent avec clarté et précision la portée de la Convention.

Il est évident qu'en raison de son objet même, la Convention a pour effet de donner à la notion de délit politique excluant la mesure d'extradition, un caractère plus restreint que celui qui avait été admis jusqu'ici en droit belge. Mais il ressort des considérations développées plus haut que la Convention ne se heurte à aucune objection en ce qui concerne sa conformité à la Constitution et aux conventions internationales conclues par la Belgique.

De Grondwet verleent in ruime mate bescherming aan vreemdelingen waar zij in artikel 128 bepaalt : "Iedere vreemdeling die zich op het grondgebied van België bevindt, geniet de bescherming verleend aan personen en aan goederen, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen". Maar in tegenstelling met andere grondwetten bevat zij geen enkele bepaling die in enige vorm aan sommige categorieën van personen "asielrecht" toekent.

De wetgever is het, die voor bepaalde gevallen in een zodanig recht heeft voorzien in de vormen en binnen de grenzen door hem vastgesteld.

In de eerste plaats heeft hij dat gedaan door bepalingen die hij inzake uitlevering heeft vastgesteld. Daarin worden de misdrijven opgesomd die aanleiding kunnen geven tot uitlevering door de Belgische Regering. Uitlevering wegens politieke misdrijven wordt door die bepalingen verboden. De uitleveringswet van 1 oktober 1833 bepaalt in artikel 6 : "il sera expressément stipulé dans ces traités (les traités d'extradition) que l'étranger ne pourra être poursuivi et puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente loi; sinon, toute extradition, toute arrestation provisoire sont interdites". De wet van 15 maart 1874, die een nieuwe regeling inzake uitlevering heeft vastgesteld, heeft het aangehaalde artikel 6 uitdrukkelijk in stand gehouden.

De Grondwet zelf hanteert het begrip "politieke misdrijven", onder meer in artikel 98, dat de kennisneming van die misdrijven aan het Hof van assisen opdraagt.

.../...

Grondwetgever noch wetgever hebben echter dat begrip omschreven. Bovendien hebben de woorden "politieke misdrijven - délits politiques" niet noodzakelijk geheel dezelfde betekenis in artikel 98 van de Grondwet en in artikel 6 van de wet van 1 oktober 1833, aldus Procureur-generaal HAYOIT de TERMICOURT in zijn conclusies voor het Cassatie-arrest van 21 april 1947 (Pas. 1947,I, 168).

Aangezien de wetgever inzake uitlevering niet door grondwetsbepalingen gebonden was, is hij herhaaldelijk opgetreden om te stellen dat, voor de toepassing van artikel 6 van de wet van 1 oktober 1833, bepaalde misdrijven niet als politieke misdrijven zouden worden aangemerkt. Dat was het doel van de wetten van 22 maart 1856, 8 juli 1946, 26 juni 1951 en 3 september 1952. De memorie van toelichting somt die wetten op en geeft van elk ervan de strekking aan. Vermeld moge ook worden dat, luidens artikel 3 van het in België door de wet van 1 juni 1964 goedgekeurde uitleverings-verdrag tussen België, Luxemburg en Nederland, desertie niet als politiek misdrijf wordt beschouwd.

De wetgever heeft vervolgens in een andere vorm asielrecht toegekend door zijn instemming te verlenen met a) het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève, op 28 juli 1951, dat goedgekeurd is bij de wet van 26 juni 1953; b) het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New-York, op 28 september 1954, dat goedgekeurd is bij de wet van 12 mei 1960. De wetgever heeft er zorg voor gedragen de bepalingen van intern recht in overeenstemming

.../...

te brengen met België's internationale verbintenissen, onder meer door, met de wet van 30 april 1964, een aantal artikelen van de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie te wijzigen.

Een op 31 januari 1967 te New-York opgemaakt Protocol heeft de regeling betreffende de status van vluchtelingen, zoals die was vastgesteld door het eerder aangehaalde Verdrag van Genève, uitgebreid. Dat Protocol is goedgekeurd bij de wet van 27 februari 1969.

Door het goedkeuren van de drie genoemde Verdragen die de status van vluchtelingen en staatlozen regelen, heeft de wetgever aan die twee bijzondere categorieën van vreemdelingen een asielrecht toegekend dat in menig opzicht kennelijk verschilt van het asielrecht dat door de bepalingen inzake uitlevering wordt verleend.

Over de aard, de voorwaarden en de grenzen van het asielrecht in België is heel wat literatuur voorhanden, vooral met betrekking tot de hiervoren bedoelde tweede vorm van dat recht (zie b.v. : P. MERTENS "Le droit d'asile en Belgique à l'heure de la révision constitutionnelle", Revue belge de droit international, 1966, blz. 218-247; B. VAN DORPE en P. VAN DEN HOVE, Asielrecht, in "Het juridisch statuut van de vreemdeling in België", blz. 129-158, Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit der Rechtsgeleerdheid, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1969; M. VERWILGHEN "La police des étrangers : accès, séjour, établissement : Droi commun et traités bilatéraux" in "Annales de droit", speciaal nummer over "La condition des étrangers", 1970, blz. 321-426, passim; P. MERTENS "Du refuge et de ses

.../...

aléas" en R. LALLEMAND "L'extradition", Revue de l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1972, onderscheidenlijk blz. 55-67 en 69-80; M. DE KOCK "Le droit d'asile en droit positif belge", Revue des droits de l'homme - Human rights journal, 1974, blz. 145-174).

Geen enkel artikel van het Verdrag van Genève betreffende de status van vluchtelingen handelt uitdrukkelijk over de uitlevering.

Artikel 33 regelt de "uitzetting" en de "terugleiding" ("refoulement") - Het eerste lid bepaalt : "Geen der Verdragsluitende Staten zal, op welke wijze ook, een vluchteling uitzetten of terugleiden naar de grenzen van een grondgebied waar zijn leven of vrijheid bedreigd zou worden op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of zijn politieke overtuiging".

Aan dat verbod stelt het tweede lid de volgende belangrijke beperking :

"2. Op de voordelen van deze bepaling kan evenwel geen aanspraak worden gemaakt door een vluchteling ten aanzien van wie er ernstige redenen bestaan hem te beschouwen als een gevaar voor de veiligheid van het land waar hij zich bevindt, of die, bij gewijsde veroordeeld wegens een bijzonder ernstig misdrijf, een gevaar oplevert voor de gemeenschap van dat land".

Artikel 33, eerste lid, is soms uitgelegd als een verbod, niet alleen om de als vluchteling erkende vreemdeling

.../...

uit te zetten of terug te leiden naar het grondgebied van een Staat waar hij terecht vreest om een van de in het Verdrag genoemde redenen te worden vervolgd, maar ook om hem aan de Regering van een zodanige Staat over te dragen op grond van een uitleveringsmaatregel (R. LALLEMAND, vermeld artikel, blz. 76, noot 2; M. DE KOCK, vermeld artikel, blz. 169). In een arrest van 31 augustus 1962 heeft de kamer van inbeschuldigingstelling van het Hof van Beroep van Brussel, op grond van het enkele feit dat de vreemdeling om wiens uitlevering wegens een misdrijf van gemeen recht was verzocht, als vluchteling erkend was, gewezen dat artikel 33, eerste lid, van het Verdrag van Genève zich ertegen verzette dat de betrokkene aan de Spaanse overheden werd overgedragen. Bijgevolg heeft het Hof gewezen dat er geen grond was om het door een Spaans onverzoeksrechter uitgevaardigde bevel tot aanhouding en het vonnis dat de voorlopige aanhouding van appellant had bevolen, uitvoerbaar te verklaren (J.T. 1962, blz. 498).

Tegen de stelling welke de kamer van inbeschuldigingstelling van het Hof van Beroep van Brussel op 31 augustus 1962 heeft ingenomen is kritiek uitgebracht door P.E. TROUSSE, raadsheer in het Hof van Cassatie en door J. VAN HALEWIJN, substituut-auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof (Uitlevering en internationale rechtshulp in strafzaken, nrs 200-201. Algemene Praktische Rechtsverzameling, Brussel, Larcier, 1970). Volgens deze auteurs verbiedt artikel 33, eerste lid, van het Verdrag uitsluitend de uitzetting en de terugleiding van de vluchteling naar het grondgebied van een Staat waar ofwel zijn leven ofwel zijn vrijheid zou worden bedreigd om een van de redenen die in de bepaling zijn opgegeven. Maar

.../...

zij verbiedt niet dat een vluchteling bij uitleveringsmaatregel aan de overheden van een zodanige Staat wordt overgedragen; op grond van het eigen karakter van de uitlevering immers zouden die overheden de door de uitleveringsmaatregel getroffen persoon niet kunnen vervolgen wegens een politiek misdrijf dat vóór de uitlevering mocht zijn gepleegd.

In deze aangelegenheid brengt het onderhavige wetsontwerp vanzelfsprekend een belangrijk nieuw element aan, daar het ertoe strekt de instemming van de Kamers te verkrijgen voor een verdrag dat juist tot doel heeft te bepalen dat ten behoeve van uitlevering tussen Verdragsluitende Staten geen van de genoemde strafbare feiten wordt beschouwd als een politiek delict, een met een politiek delict samenhangend feit of een feit ingegeven door politieke motieven (artikelen 1 en 2).

Zelfs als men artikel 33, eerste lid, van het Verdrag van Genève ruim interpreteert, zoals het Hof van Beroep van Brussel heeft gedaan in zijn arrest van 31 augustus 1962, moet men toegeven dat de nieuwe bepalingen welke het ontwerp in het Belgische recht wil invoeren, in overeenstemming zijn met dat artikel 33, eerste lid. Artikel 5 van het met het ontwerp voorgelegde Europese Verdrag bepaalt immers uitdrukkelijk : "Geen enkele bepaling van dit Verdrag mag zo worden uitgelegd dat zij een verplichting tot uitlevering zou inhouden in gevallen waarin de aangezochte Staat ernstige redenen heeft aan te nemen dat het verzoek tot uitlevering voor een in artikel 1 of 2 bedoeld strafbaar feit is gedaan met de bedoeling een persoon te vervolgen of te straffen op grond van zijn

.../...

ras, godsdienst, nationaliteit of politieke gezindheid, dan wel dat de positie van betrokkene om één van deze redenen ongunstig dreigt te worden beïnvloed". Die bepaling zal dus tot gevolg hebben dat de Belgische Staat mag blijven weigeren politieke vluchtelingen uit te leveren in alle gevallen bedoeld in artikel 33, eerste lid, van het Verdrag van Genève.

Het doel van artikel 5 van het Europese Verdrag is nader uiteengezet in de memorie van toelichting bij het ontwerp alsook in het toelichtend verslag dat de Regering erbij heeft gevoegd. Dat verslag verklaart onder nummer 49 : "Artikel 5 wil inzonderheid het traditionele asielrecht vrijwaren".

*

* *

Het Europese Verdrag tot bestrijding van terrorisme heeft tegenspraak uitgelokt (zie b.v. B. DE SCHUTTER "La Convention européenne pour la répression du terrorisme. Un (faux) pas en avant ?"; J.J.A. SALMON "La Convention européenne pour la répression du terrorisme. Un vrai pas en arrière"; A. MELCHIOR "L'infraction politique en droit aérien. Des conventions de droit pénal aérien à la convention européenne pour la répression du terrorisme"; J.T.1977, onderscheidenlijk blz. 217-221, 497-502, 721-729).

De memorie van toelichting en het erbij gevoegde toelichtend verslag zeggen duidelijk en nauwkeurig welke de draagwijdte van het Verdrag is.

.../...

Het ligt voor de hand dat het begrip politiek delict - waarbij de maatregel tot uitlevering wordt uitgesloten - wegens het doel van het Verdrag zelf een engere betekenis krijgt dan tot dusver in het Belgische recht was aangenomen. Maar uit hetgeen hiervoren is gezegd, blijkt dat tegen het Verdrag niets kan worden ingebracht uit een oogpunt van overeenstemming met de Grondwet en met de door België gesloten internationale verdragen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.